
« Comment, au XXI^e siècle, susciter la participation active des jeunes à la vie politique et favoriser leur intégration au sein de nos parlements respectifs ? »

Les démocraties actuelles connaissent un phénomène à la fois déconcertant et subversif. Elles sont les témoins perplexes de l'éloignement progressif de la jeunesse. Elles assistent à un désabusement, un scepticisme méthodique envers tout ce qui peut bien prétendre vouloir changer le monde qui les entoure en ne réclamant en échange qu'un simple vote. Nous pouvons le constater régulièrement : la jeunesse veut bel et bien améliorer le monde dans lequel elle se trouve. C'est au moment de prononcer le mot « politique » que de nombreux regards se noircissent. Nous pouvons tout de suite imaginer les nombreux clichés populistes lancés avec un triste mélange de hargne et de distanciation affirmant non seulement un manque de confiance envers l'homme politique, mais également envers les institutions qui l'encadrent (deux concepts entre lesquels il est important de tracer un trait bien clair, ce qui peut parfois sembler ardu).

Les nouvelles générations veulent se rendre à bon port, c'est indéniable. L'essentiel du problème, c'est qu'elles ne font confiance ni au capitaine, ni aux membres de l'équipage. Pire, c'est la structure même du bateau qui est remise en question. Les jeunes ont l'impression de s'être perdus dans la brume trop souvent. Ils ont, pour un bon nombre d'entre eux, cessé d'y croire, tout simplement. Voilà l'essence même du cynisme. Un ennemi des plus féroces contre qui n'importe quelle démocratie qui se respecte se doit de lutter inlassablement. Il serait malhonnête d'affirmer que la mise en place de quelques mesures miraculeuses peut régler le problème automatiquement. Dans un premier temps, il faut identifier ce qui éloigne les jeunes de la vie politique; c'est la base. Il faut comprendre le problème pour le régler. Par la suite, il s'agit de trouver des solutions, des avenues à emprunter pour redonner l'envie aux jeunes générations de participer, de s'engager et de s'investir dans leur vie politique. Parce que oui, c'est inclusivement et également *notre* vie politique et nous avons collectivement de nombreux défis à relever.

L'une des principales raisons de la réticence des jeunes à s'investir dans la vie politique, c'est cette impression d'assister à des débats dictés d'abord et avant tout par la

« partisanerie ». Il faut toutefois être conscient que dans les faits, la majeure partie du travail des représentants élus n'est pas dictée par les pensées partisans, mais bien par un esprit de collaboration et un sens de l'État, ce qui est tout en leur honneur. Ceci étant dit, l'attention médiatique qu'ils détiennent illustre souvent leur travail comme de la « politique spectacle ». Pensons notamment à la couverture médiatique en campagne électorale. Le « spectacle » qu'observent les jeunes ressemble bien souvent à une pièce de théâtre plus ou moins bien calibrée. Des réponses écrites préalablement, des photos stratégiques, des slogans longuement étudiés par les firmes de communication, tout y est. Il m'apparaît évident que pour intéresser les jeunes à la vie politique, il faut mettre un terme aux lignes de parti outrancières qui limitent les candidats et qui semblent tout à fait naturelles. Ce que les jeunes veulent, c'est connaître le fond de la pensée de ceux pour qui ils votent. Il est très sain – voire primordial – en démocratie, de favoriser la propagation des idées, et ce, peu importe l'idéologie maîtresse auxquelles elles se rattachent. Une démonstration de collaboration sincère, d'audace et de liberté intellectuelle : voilà des facteurs susceptibles d'amener les jeunes à se questionner davantage, à avoir envie de débattre et à s'engager dans le monde politique. C'est en fuyant le sentiment d'immobilisme que peuvent nous faire ressentir les lignes de parti que nous pourrions favoriser l'enthousiasme des jeunes générations envers leur système politique.

Pour favoriser la participation active des jeunes à la vie politique et faciliter leur intégration au sein des parlements, il ne faut surtout pas négliger la représentation de la jeunesse. Législature après législature, la jeunesse se sent bien souvent oubliée par les élites politiques. Cette situation perfide s'explique par un simple principe électoraliste. D'une part, les jeunes votent généralement moins, il est donc moins rentable d'un point de vue strictement électoral d'en faire une priorité. D'autre part, les jeunes ne prennent généralement pas le temps de voter, car, à leurs yeux, très peu d'enjeux les concernent directement. Ce cycle est terriblement vicieux; c'est une véritable « trappe à cynisme ». Je ne peux pas affirmer détenir une solution universelle à ce problème. Il est vrai qu'assister à la promotion importante et rigoureuse de politiques sur la jeunesse par nos partis politiques serait des plus bénéfiques pour nos démocraties. Ceci étant dit, je crois qu'au Québec une partie de la solution se trouve dans la réforme des institutions démocratiques.

Nombreux sont les jeunes qui approuvent les idées de petits partis, peu ou pas présents sur la scène politique. Il est cependant plus difficile de les inciter à se mobiliser lorsqu'ils ont la certitude que ce parti n'a aucune chance de prendre le pouvoir ou de participer significativement à l'exercice du pouvoir en raison de notre système électoral uninominal majoritaire à un tour, directement importé de Grande-Bretagne. Il est également plus difficile de motiver les jeunes à aller voter lorsque ceux-ci sont dans une circonscription électorale « acquise » depuis plusieurs années par l'une ou l'autre des formations politiques. Cependant, car tout n'est pas noir, il est important de conserver une vision à la fois nationale, mais surtout locale de la politique. Il est primordial que non seulement les jeunes, mais que tous les citoyens aient un représentant pour défendre les intérêts de leur localité. Sans tomber dans les détails techniques, il m'apparaît clair que l'adoption par le Québec d'un système électoral mixte est une solution plus viable, mais surtout plus enthousiasmante pour la jeunesse. Cette dernière se sentira mieux représentée par des résultats reflétant davantage la volonté de la population. Peu importe son idéologie et son appartenance politique, son engagement sera susceptible d'avoir un impact concret. De plus, un système électoral mixte permettrait de conserver la dimension locale en donnant le pouvoir aux représentants d'être un porte-parole au sein des plus hautes instances démocratiques. Avec ce système, c'est tout le défaitisme et le cynisme qui en prendraient un coup. Militer aurait un impact concret et c'est avec cet aspect concret que l'on peut espérer captiver la jeunesse.

L'État a quelque chose de noble, de juste. Il se doit de refléter la grandeur d'un peuple, ses ambitions, sa volonté et j'en passe. Or, une vision de plus en plus comptable de la chose politique nous apparaît quotidiennement. À la place d'avoir à faire à de véritables gouvernants, nous faisons de plus en plus souvent face à des administrateurs. Attention, je ne prétends pas qu'il soit impossible d'être un solide gouvernant tout en étant un rigoureux administrateur. Je crois simplement que l'un ne peut aller sans l'autre. L'État se doit d'être un compromis entre les deux. D'un point de vue caricatural, on pourrait affirmer être désormais dirigé par un immense conseil d'administration. Ce n'est pas une vision très glorieuse de l'État. En appliquant cette philosophie, il est tout à fait compréhensible pour un jeune d'associer la vie politique à une vie sociale parmi tant d'autres. Il m'apparaît

évident que de réaffirmer la grandeur de l'État pourrait non seulement rendre les jeunes fiers, mais cela aurait un impact positif pour l'ensemble des citoyens. Pour redonner souffle aux jeunes générations en ce qui concerne l'implication citoyenne, ce sentiment de fierté par rapport à l'État est un moyen qu'il nous est interdit de négliger. Influencer positivement ce sentiment peut se faire par diverses mesures relativement simples. Par exemple : une protection des symboles de l'État me semble être la moindre des choses. Il m'apparaît inconcevable qu'un État puisse laisser dépérir ses drapeaux un peu partout au nom de la rigueur budgétaire. L'État se doit de démontrer un minimum de grandeur, un minimum de fierté. Un État fort et noble saura mobiliser davantage la jeunesse qu'un conseil d'administration à saveur comptable et bureaucratique.

Il n'est plus à prouver qu'une implication active des jeunes à la vie politique soit incroyablement bénéfique pour toute démocratie. C'est par leur souffle rafraîchissant, leur fougue, leur audace et leurs convictions toujours aussi surprenantes que peuvent aboutir de grands projets de société, de grands projets de demain. Les idées ayant résisté au temps ont toutes un point en commun, elles ont su s'adapter. C'est à la jeune génération de relever le défi de cette adaptation. C'est elle qui devra instaurer les piliers de la société de demain. Pour ces raisons, l'implication des jeunes dans nos démocraties est essentielle. Dans le but de favoriser cette implication, des pistes de solution ont été lancées. Que ce soit par une plus grande liberté intellectuelle des élites, par un mode de scrutin représentant plus fidèlement la volonté des électeurs ou encore par un souci de grandeur et de fierté envers l'État, l'objectif est le même : que la société démocratique de demain soit soutenue par des citoyens engagés de conviction, d'idées et, je ne le dirai jamais assez, d'audace. C'est à force d'innovation que l'on parvient à faire avancer un État, que l'on parvient à se faire avancer soi-même.